131, rue Damrémont 75018 PARIS
E-mail : urif.fo@yahoo.com
@ URIFFO

LES VRAIES RAISONS DU CONFINEMENT

Devant les craintes des Français face à l'épidémie débutante, chacun a considéré qu'il était sage, selon le « mot d'ordre » de « restez chez vous », d'y rester. C'était d'autant plus sage que bien évidemment ce gouvernement, qui n'a jamais pris en considération les revendications des personnels soignants dans les années précédentes, était cette fois-ci plein de sollicitude pour ces derniers et pour l'hôpital qui allait être débordé si l'on ne restait pas chez soi.

Quitte à choquer, mais il faut bien le dire, d'autres raisons pointaient le nez avec la loi d'urgence sanitaire, dont personne ne se souciait car les inquiétudes étaient là, était bien une loi d'urgence et comme toutes les lois d'urgence, dangereuse à bien des égards. En premier lieu pour les libertés : plus de liberté de se réunir, y compris pour les obsèques, nécessité de montrer « patte blanche » à tous les coins de rue avec le fameux laisser-passer interprété par la maréchaussée, comme elle le souhaitait, et laissant toujours force à la loi y compris avec une amende supérieure à la circulation dans un couloir d'autobus.

Le débat est aussi engagé sur le traçage des Français par le biais de technologies modernes permettant de ficher et de savoir qui vous avez été voir et de ficher cette personne à son tour.

Dans les différentes allocutions, ou du Président ou du 1er Ministre, si l'on donnait le sentiment que la santé primait sur tout le reste, on ne se privait pas de dire que sur les éléments que nous venons de citer et pour les inscrire dans le marbre, il faudrait légiférer.

Loi votée jusqu'à quand ? Plus personne n'en parle et pourtant, si les traçages et fichages continuaient à vivre bien après que le confinement soit terminé ?

Pendant ce confinement et parce que le fichage, le flicage, le traçage ça plait, ce gouvernement a été plus loin en tentant d'imposer au personnel de la sécurité sociale « une nouvelle mission » de « détection des cas de coronavirus » et d'enquêtes à mener pour savoir qui ces cas avaient rencontré pour les faire mettre en quatorzaine à l'hôtel ou chez eux. Et s'ils ne voulaient ni de l'un ni de l'autre, ce serait la prison ?

Les agents de la sécurité sociale ne s'y sont pas trompés et ils ressentent le danger de devenir les « supplétifs » d'un état policier. Ils le disent d'une façon très nette. Ils iront à la grève mais ne seront pas intégrés.

Le confinement a été aussi le gros prétexte à vouloir faire oublier combien notre production en termes de fabrication de masques, de blouses, de lunettes, de gels hydroalcooliques, mais également de bouteilles d'oxygène, de respirateurs, de médicaments…était dérisoire alors que certaines usines de fabrication de ces produits avaient fermé auparavant laissant le soin aux Chinois et à quelques pays européens de fabriquer à notre place.

Le jeu du « j'ai commandé des millions de masques », « ils arrivent la semaine prochaine », a aussi fait oublier le débat qui dure depuis des années sur la place de l'hôpital, des soignants et de la reconnaissance de la dureté de leur travail. Pendant que les Français applaudissaient à leurs fenêtres, encouragés par l'exécutif, se souvenaient-ils que des services entiers et des hôpitaux fermaient leurs portes, que les contrats aidés étaient supprimés par milliers par le directeur général de l'AP-HP en septembre 2019, que les urgences étaient en grève dans toute la France pendant un an, que les salaires comme dans toute la fonction publique stagnaient depuis des années.

Les annonces faites pendant le confinement furent aussi celles du MEDEF qui mettait en place ce qu'il n'avait pas réussi au cours des mois passés. Il reprenait la main avec l'aide de la ministre du Travail sur les congés payés qu'il décidait de faire prendre de façon autoritaire aux salariés, de même que les RTT dans le même temps où sa volonté était de voir disparaitre la semaine de 35 heures pour instaurer celle des 60 heures.

Le confinement ce sont les « glissements » au passage des accords ou des protocoles dans les entreprises ou dans les branches pour accompagner la loi d'urgence sanitaire de tous les dangers.

C'est la répétition continuelle dans tous les discours gouvernementaux de la nécessité de « fermer sa gu… » et d'entrer en « bon Français » dans l'union nationale ou l'unité nationale. Celle qui vous fait avaler le traçage, la fin de la liberté de circulation, les amendes, la remise en cause du code du travail, des congés payés, de la semaine de 35 heures, de la transformation des métiers de la sécurité sociale, du chômage de masse qui repointe le nez, de la poursuite de la casse des services publics, sans oublier les retraites et l'assurance chômage que les « têtus du gouvernement » n'ont pas oublié.

Mais nous sommes des « grognards » qui constatons que, si le « nouveau monde » c'est celui qui profite du confinement pour s'attaquer encore plus fort aux acquis sociaux, si le « nouveau monde » c'est celui qui « fêtera » le personnel soignant le 14 juillet, le décorera de la médaille réinstaurée du choléra, qui n'a pas encore sorti les décrets pour payer les primes et qui surtout va oublier qu'il faut augmenter les salaries et reconnaitre la pénibilité. Si le nouveau monde est celui de M. Thiers, alors oui, nous sommes la Commune.

Paris, le 14 mai 2020